



Forum Global sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition

Forum FSN

Synthèse de la
consultation en ligne
N°142

du 17.07.2017
au 06.08.2017



© UN WOMEN/Narendra Shrestha

Femmes rurales: la recherche d'effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes

À propos de cette discussion en ligne

En mars 2018, lors de la 62e session de la Commission de la condition de la femme (CSW), les projecteurs seront à nouveau braqués sur les défis et les opportunités spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles des zones rurales. Dans le cadre des travaux préparatoires de la CSW, la FAO a organisé, en collaboration avec le FIDA, ONU Femmes et le PAM, une discussion en ligne qui s'est tenue du 17 juillet au 6 août 2017 afin d'analyser les principales lacunes et mettre en évidence les domaines d'actions prioritaires sur la façon d'accélérer les effets transformateurs sur les inégalités entre les sexes pour les femmes et les filles des zones rurales.

Ce document présente un résumé des 98 contributions envoyées par 78 personnes (dont 25 pour cent d'hommes), représentant plus de 30 pays et plusieurs organisations, organismes multilatéraux et bilatéraux, ONG, instituts de recherche et universités. La discussion était centrée sur trois grandes questions, abordées ci-après: quels sont les enjeux auxquels sont actuellement confrontées les femmes et les filles de zones rurales? Utilisons-nous les bonnes approches et politiques pour refermer l'écart entre les sexes? Quelle est la meilleure manière de produire des changements transformateurs en matière d'égalité des sexes?

Introduction

Partout dans le monde, la sexospécificité est un facteur fondamental dans l'organisation des sociétés, notamment en ce qui concerne la division du travail et l'accès à l'activité commerciale de la part des hommes et des femmes (Kouakou Valentin Kra). La recherche de l'égalité entre les sexes est donc une condition préalable importante pour parvenir à un développement viable et durable, notamment dans les zones rurales et dans le secteur agricole (Yannick de Mol), de manière à ne laisser personne en arrière. Ceci est d'autant plus vrai qu'il existe une relation significative entre l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire

(Yanfang Huang). Toutefois, l'égalité des sexes ne peut se limiter à l'autonomisation économique; elle constitue également un impératif moral qui présente de nombreuses facettes politiques, sociales et culturelles. En effet, les femmes et les filles des zones rurales sont également confrontées à la menace supplémentaire de la violence sexiste, au sein et à l'extérieur des foyers (Subhalakshmi Nandi, Santosh Kumar Mishra). Presque partout dans le monde, les femmes rencontrent des obstacles plus importants que les hommes pour accéder aux ressources productives, aux marchés et aux services (Muhammad Raza).

Le respect de l'égalité des droits est donc essentiel pour protéger leurs droits, les aider à surmonter les obstacles qu'elles rencontrent (Nitya Rao), et pour reconnaître leur potentiel comme agents de changement au sein de leur ménage et de leur communauté.

Les règles et coutumes qui régissent le rôle des femmes dans une société donnée sont le reflet de structures du pouvoir politique qui sont apprises, ou ancrées, dès le plus jeune âge dans les rapports de force familiaux (Santosh Kumar Mishra). Il ne sera possible de mettre en œuvre

une politique répondant au bien-être des personnes et de leur communauté que si les dirigeants traditionnels de la communauté réunissent tous ceux qui ont en un mot à dire dans l'évolution des rôles sexospécifiques, y compris les femmes et les hommes, pour analyser la manière dont chacun pourrait bénéficier de l'égalité entre les sexes (Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie). L'égalité entre les sexes est un pas essentiel pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ainsi que pour atteindre tous les Objectifs du développement durable (ODD) du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Mise en situation

Les systèmes alimentaires et le secteur agricole connaissent tous deux une évolution rapide et profonde, au vu de l'obligation de nourrir une population croissante dans un contexte marqué par de nouvelles turbulences sur le plan économique, environnemental et social. Les effets du changement climatique et l'épuisement des ressources naturelles mettent en péril la production et les moyens d'existence agricoles; ces facteurs engendrent ou exacerbent d'autres problèmes à l'échelle mondiale tels que la volatilité des prix et l'insécurité des marchés, les conflits et les crises

prolongées, et les migrations massives. Ces enjeux complexes obligent à trouver des solutions intégrées et adaptées au contexte dans le cadre d'un processus transformateur à grande échelle centré sur les efforts des femmes et des hommes. Les efforts devront être plus soutenus pour investir dans les capacités des femmes et des filles, ainsi que pour créer un environnement favorable qui leur permette de participer sur un pied d'égalité aux changements que connaîtront les milieux et les moyens d'existences ruraux, et ainsi en profiter.

Féminisation de l'agriculture

On assiste, dans de nombreux pays en développement, à une féminisation croissante de l'agriculture résultant d'une plus grande urbanisation, de la migration de nombreux jeunes hommes vers les villes, du développement de l'agriculture commerciale, des conflits et des changements climatiques. Malheureusement, dans de nombreux milieux ruraux, la participation croissante des femmes à la population active ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de leur situation par rapport aux hommes, ni en termes d'emploi, ni en termes de bien-être (Marcela Ballara, Libor Stloukal); au contraire, elle entraîne souvent une augmentation de leur charge de travail et réduit à l'extrême leur temps disponible (Szilvia Lehel). Néanmoins, dans le cas des systèmes rizicoles des Philippines, l'émigration des hommes n'a pas nécessairement entraîné une surcharge de travail pour les femmes; en effet, celles-ci ont utilisé les envois de fonds pour embaucher de la main-d'œuvre, même si elles rencontrent encore des obstacles pour accéder aux intrants de base et aux services de vulgarisation. En revanche, lorsque ce sont les femmes qui émigrent, les hommes restés au pays ont souvent des difficultés à s'acquitter des tâches domestiques et du travail de soins (Jeanette Cooke).

Cette féminisation des zones rurales pourrait conduire à une reconnaissance des femmes en tant que chefs de famille temporaires, ainsi qu'à une redistribution des tâches productives et reproductives au sein du ménage et de la communauté. Cependant, ce phénomène peut également être accompagné d'une critique publique négative vis-à-vis du comportement et des rôles des femmes (comme ce fut le cas au Népal). L'attention se porte sur les conditions de sécurité des migrations et sur l'utilisation productive des fonds envoyés par les migrants, mais des efforts supplémentaires devraient être accomplis pour seconder les femmes dans leurs nouveaux rôles (Kala Koyu).

Transition démographique

Les participants à la discussion ont également noté que les sociétés qui se modernisent connaissent une profonde transition démographique, qui se reflète par des baisses importantes de la fécondité. Cette baisse de la fécondité tend à tempérer le conflit entre les responsabilités domestiques et non domestiques, de sorte que les femmes sont mieux à même d'accéder aux possibilités d'éducation et d'emploi en dehors

de la sphère domestique. La transition peut aussi amener les femmes à envisager de trouver un emploi formel en dehors du foyer, en plus de leurs activités ménagères quotidiennes. C'est pourquoi il importe de reconnaître l'importance de l'impact socio-économique d'une telle transition, telle que la perte du statut associé à la maternité, et soutenir ce phénomène à l'aide de politiques appropriées ([Libor Stloukal](#)).

Changement climatique, conflit et crises

Les changements climatiques, les conflits et les crises jouent un rôle important dans la vie des femmes et des filles des zones rurales. L'incertitude que le changement climatique engendre pour les moyens d'existence des populations rurales et la menace qu'il fait peser sur ces dernières en raison de l'intensité et de la fréquence accrues des risques naturels ne font que compliquer davantage la vie de nombreuses femmes et filles des zones rurales. Dans de nombreux contextes, les agricultrices sont plus exposées que les hommes aux risques climatiques, car elles dépendent davantage de l'agriculture et des ressources naturelles pour préserver leurs moyens d'existence ([Szilvia Lehel](#)). Elles ont moins de dotations et de droits qui les aideraient à absorber les chocs, et peuvent donc adopter des stratégies risquées telles que les activités illégales ou le commerce sexuel pour survivre ([Nitya Rao](#)). Pire encore, les interventions ne saisissent pas toujours le rôle des femmes et des filles et, par conséquent, ne les intègrent pas pleinement dans les processus de résilience et de consolidation de la paix ([Elizabeth Koechlein](#)). Par exemple, les femmes sont souvent exclues des programmes de formation sur les nouvelles technologies et les pratiques agricoles durables, et ont donc plus de difficultés à adopter des mesures d'atténuation ([Anke Stock](#)).

Il est toutefois possible de renforcer l'autonomisation des femmes dans le rôle qu'elles jouent dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets, pour autant qu'elles aient des chances égales et un accès équitable aux actifs productifs, aux marchés, à l'information climatique, à l'information, à la technologie et à la formation.

Il est donc nécessaire de concevoir des cadres politiques appropriés afin d'étayer les efforts des femmes et créer l'environnement favorable requis. Il s'agit de mesures qui sont certainement difficiles à mettre en œuvre, mais de solides arguments de type commercial plaident en faveur d'un investissement dans les femmes afin de renforcer leur résilience au changement climatique. Les résultats obtenus en Bolivie et au Mexique montrent que les agricultrices possèdent des connaissances sur les différentes variétés de plantes et sur le calendrier des plantations, ce qui permet d'améliorer la résilience des ménages face aux effets du changement climatique ([Szilvia Lehel](#)).

Question 1: Quels sont les principaux défis que doivent relever les femmes et les filles des zones rurales?

Les normes sociales limitent l'action des femmes

On ne peut généraliser les problèmes liés à l'autonomisation des femmes et des filles vivant en milieu rural, ni d'une région à l'autre, ni au sein d'un même pays ([Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie](#)). Cependant, de l'avis général, le principal obstacle auquel sont confrontées de nombreuses femmes est le concept qu'a la société de ce qu'elles devraient être et de la façon dont elles devraient être autorisées à se comporter ([Emily Janoch](#)). Les normes de la société représentent parfois des obstacles majeurs à la

réalisation d'impacts transformateurs ([Mahesh Chander](#)). Trop souvent, les femmes rurales n'ont pas voix au chapitre et ne sont pas représentées au sein du gouvernement, des syndicats, des coopératives agricoles et des organes de décision en général, car elles ne sont pas considérées comme égales par les normes religieuses et sociétales ([Amanullah, Kala Koyu, Sudharani N.](#)). Pour de nombreuses femmes et filles rurales, la vie n'a pratiquement pas changé au fil des décennies et leur réussite se définit souvent en fonction de leur mariage et du fait d'avoir des enfants ([Muthoni Nguthi](#)).

Manque de scolarité

L'éducation des filles est essentielle pour l'autonomisation de la prochaine génération de femmes. Cependant, les filles ont tendance à abandonner l'école plus tôt, surtout dans les pays où les mariages précoces sont très fréquents. Elles sont même souvent dans l'incapacité d'aller à l'école, car les familles préfèrent consacrer le peu d'argent dont elles disposent pour la scolarité des garçons, tandis que les filles sont occupées aux tâches ménagères (Jyoti Shrivastava, Byansi Hamidu). D'une manière générale, les femmes ont un accès limité à l'éducation, à la formation et au mentorat (Mahesh Chander). Ceci a un impact profond non seulement sur les compétences de base des filles en écriture, en lecture et en calcul, mais aussi sur leur estime de soi, leur confiance en elles et leurs rêves d'avenir.

Absence de droits juridiques et financiers

L'absence de droits de propriété pour les femmes et les filles, conjuguée au système patrilinéaire d'héritage foncier en vigueur dans de nombreuses régions en développement, implique que celles-ci n'ont pas d'accès direct à la terre et aux autres ressources naturelles, si ce n'est par l'intermédiaire de leur mari et de leurs parents de sexe masculin. Étant donné que l'accès au crédit et aux capitaux est lié à la possession de terres et aux droits de propriété, les femmes ont souvent du mal à obtenir du crédit ou à acquérir le capital nécessaire pour embaucher de la main-d'œuvre supplémentaire ou pour investir dans des innovations agricoles qui leur permettraient de gagner du temps (Takele Teshome, Margot Tapia, Taibat Moji Yusuf).

Les institutions financières perpétuent également la discrimination à l'égard des femmes: de nombreuses banques ne font pas confiance aux capacités entrepreneuriales des femmes et les considèrent donc comme un risque plus élevé. Les banques n'ont pas de produits financiers adaptés aux femmes des zones rurales et exigent généralement de

leurs clients qu'ils soient alphabétisés et qu'ils présentent des garanties de prêts, ce que les femmes ne peuvent généralement pas fournir en raison de l'absence de droits légaux (Taibat Moji Yusuf).

D'autre part, certaines études confirment que, même lorsque l'égalité juridique est prévue dans la loi, les femmes n'en jouissent pas automatiquement. L'indice des institutions sociales et de l'égalité des sexes (SIGI) 2014 de l'OCDE a révélé que, sur 102 pays où la discrimination était présente, 7 seulement avaient incorporé cette discrimination dans la législation, tandis que dans les 94 autres, les femmes et les hommes avaient les mêmes droits juridiques d'accès à la terre, mais les pratiques coutumières, traditionnelles et religieuses restreignaient encore les droits des femmes (Annelise Thim). Ceci est le cas, par exemple, dans les pays où les mutilations génitales féminines ont été pénalisées, mais où la pratique est encore très répandue (Muthoni Nguthi).

La charge du travail non rémunéré et des soins

Une autre cause fondamentale de l'inégalité entre les sexes qui constitue un obstacle majeur à l'autonomisation des femmes dans les zones rurales et urbaines est l'énorme charge de travail non rémunéré que représentent les soins dispensés par les femmes et les filles. En plus du travail agricole et des tâches ménagères, la prestation de soins laisse très peu de place à l'éducation, au travail rémunéré ou au démarrage de petites entreprises (Hazel Bedford, Sosan Aziz, Sidra Mazhar, Flavia Grassi, Johanna Schmidt, Khadidja Nene Doucoure, Anke Stock). Sur cela vient se greffer la difficulté pour les femmes et les filles d'accéder aux technologies d'économie de main-d'œuvre (Taibat Moji Yusuf, Flavia Grassi, Johanna Schmidt).

Le compromis entre le travail agricole et la garde des enfants peut également expliquer la persistance des carences nutritionnelles dans toutes les générations (Nitya Rao).

La difficulté d'accéder au marché du travail

Dans de nombreuses sociétés, les femmes et les filles jouent un rôle déterminant dans la génération des revenus familiaux et servent de main-d'œuvre pour planter, désherber, récolter, battre les récoltes, puis transformer les produits agricoles pour la vente; il s'agit d'une main-d'œuvre non rémunérée qui passe largement inaperçue (Mahesh Chander, Taibat Moji Yusuf). Leur participation à ce type d'activité rend difficile l'accès à des emplois formels (à la fois à la ferme et en dehors). Le fait que les programmes d'entrepreneuriat se concentrent principalement sur les hommes aggrave encore la situation, les femmes se retrouvent alors dans des emplois subalternes et n'ont aucune possibilité de se lancer dans une entreprise (Mahesh Chander).



© FAO/Giulio Napolitano

Témoignage de filles fréquentant une école rurale en Inde

«Lors d'une séance d'interaction avec des enfants d'une école rurale, nous avons demandé aux filles ce qu'elles faisaient quand elles rentraient chez elles. Elles ont répondu en décrivant les différentes tâches ménagères comme le balayage, la corvée d'eau, l'aide à la cuisine, etc. À la même question posée à leurs frères, ceux-ci ont répondu: sortir jouer, regarder la télévision, étudier, etc. À la question de savoir pourquoi les frères ne peuvent pas contribuer aux

tâches ménagères, il y a eu des regards surpris et figés. Par cette discussion, nous avons essayé de les faire réfléchir sur l'inégalité des rôles entre les sexes. Un enseignant a manifesté son mécontentement que nous ayons mis des idées dans l'esprit des filles qui sont parfaitement heureuses de faire ce qu'elles font, surtout maintenant qu'elles vont même à l'école» (Mahtab S. Bamji).

Les femmes doivent surmonter de grandes difficultés pour se transformer en productrices commerciales prospères, car elles manquent souvent de mobilité pour accéder aux marchés plus éloignés, sont moins au courant des prix et des normes, et ne peuvent pas toujours interagir de façon constructive avec les intermédiaires masculins du marché (Rieky Stuart).

Parmi les producteurs de café du Kenya, par exemple, la gestion de la récolte est considérée comme étant du ressort des hommes et la participation des femmes se limite à l'apport de main-d'œuvre pour les activités de production. Les hommes étant les actionnaires de la coopérative et possédant des comptes bancaires, les paiements leur sont versés directement (Peter Mbuchu).

Par ailleurs, dans les sociétés touchées par un taux de chômage élevé, les femmes sont souvent ignorées comme

membres potentiels de la population active. Cette situation est encore aggravée par le fait que la liberté de mouvement et de prise de décision des femmes est limitée par des normes sociales et religieuses, ce qui rend parfois impraticable leur incorporation au marché du travail (Amanullah).

L'accès au marché du travail est d'autant plus difficile que les femmes des zones rurales manquent souvent d'éducation et de compétences commerciales (Bertha Yiberla Yenwo). Au Népal, la société rurale permet rarement aux jeunes femmes de communiquer ouvertement avec les agents masculins de vulgarisation ou d'aller seules sur les marchés. Les femmes ne sont pas non plus autorisées à faire des choix autonomes à propos des intrants ou des services ou de l'accès aux marchés, ni à participer aux formations et aux visites d'études (Kanchan Lama).

Question 2: Utilisons-nous les bonnes approches et politiques pour refermer l'écart entre les sexes?

Des progrès ont été accomplis, mais beaucoup reste encore à faire

La lutte en faveur de réformes politiques et institutionnelles a toutefois évolué positivement. Hormis certains pays qui n'ont pas ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), nombreux sont ceux qui ont fait des efforts considérables pour promouvoir les politiques favorisant l'égalité des sexes (Muthoni Nguthi). Les projets susceptibles de transformer les relations négatives entre les sexes et d'autonomiser les femmes et les filles des zones rurales restent néanmoins très minoritaires dans l'aide au développement rural et agricole. En 2015, plus de 3 milliards de dollars d'aide officielle au développement affectés à des projets ruraux agricoles visaient l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, mais 5 pour cent seulement de cette aide (soit environ 187 millions de dollars) avait comme objectif principal la

réalisation de l'égalité des sexes. Une façon de consolider la situation des femmes et des filles des zones rurales serait de mettre à profit cette aide et de perfectionner le travail accompli moyennant l'application d'une perspective basée sur les normes sociales au processus de conception et de mise en œuvre (Annelise Thim).

Spécificité par rapport au contexte

Dans certains cas, les programmes et les projets sont encore formulés sur la base d'une évaluation générale des besoins qui ne tient pas compte de façon appropriée des questions liées à l'égalité des sexes (Takele Teshome). Étant donné que le concept de genre est une construction sociale extrêmement complexe et sensible, influencée par les coutumes et les droits qui se sont développés au fil des siècles, il est indispensable que les spécialistes de la problématique hommes-femmes, les spécialistes des

sciences sociales, les chercheurs, les spécialistes de la communication et les courtiers du savoir travaillent en étroite collaboration pour mettre au point une approche stratégique sensible à l'égalité des sexes pour les décideurs politiques (Sangeetha Rajeesh). Qui plus est, les femmes rurales forment un groupe très hétérogène, qui diffère selon l'âge, la richesse, le statut social, l'état civil et le système, l'éducation, la race, l'origine ethnique, l'orientation sexuelle, les moyens d'existence et le lieu de résidence (Jipara Turmamatova, Subhalakshmi Nandi, Emile Hougbo).

Il est donc important que les approches soient très pertinentes vis-à-vis du contexte (Amanullah, Anne Chele, Emile Hougbo, Nitya Rao). Les participants ont toutefois considéré que les acteurs du développement ont tendance à s'appuyer, dans la planification et la conception des interventions visant à l'autonomisation des femmes rurales, sur des hypothèses trop générales et souvent dépassées en ce qui concerne l'égalité des sexes. Les données mondiales sur les contraintes rencontrées par les femmes rurales sont, sans nul doute, d'une grande importance et le partage de bonnes pratiques documentées pour résoudre ces problèmes ne peut qu'être utile pour contribuer à la conception des projets. Ces éléments ne peuvent cependant pas se substituer à l'analyse contextuelle et aux approches participatives. Les efforts déployés pour autonomiser les femmes font souvent fausse route, car ils se basent sur des hypothèses générales sur leurs besoins et préférences (Sofie Isenberg). Il faut poser des questions pertinentes pour comprendre les besoins et les priorités des femmes et des filles rurales et consacrer le temps qu'il faut à écouter et à comprendre leurs différentes réponses (Elizabeth Koechlein). La collaboration avec des groupes de femmes de base peut aider à mieux comprendre le contexte spécifique (Cathy Holt). Il est également possible de redoubler d'efforts pour mieux comprendre le concept d'autonomisation tel qu'il est vu par les femmes. Les espaces de sécurité/d'autonomisation actuels dans la vie des femmes peuvent constituer des points d'entrée naturels pour une action visant à transformer les relations hommes-femmes.

Une stratégie basée uniquement sur l'autonomisation des femmes peut s'avérer risquée

Se concentrer uniquement sur l'autonomisation des femmes peut s'avérer risqué, car les bénéficiaires et la société en général peuvent percevoir cette évolution comme artificielle, fondée uniquement sur des interventions externes. La confiance des femmes risque de ne pas se développer de façon durable et, comme le pouvoir au sein de la société reste majoritairement aux mains des hommes, tout effet positif peut facilement être inversé. Il n'est possible de modifier les normes, les rapports de force et des institutions sociales

que si les personnes elles-mêmes définissent le processus de changement; de plus, les efforts d'autonomisation ne seront efficaces que dans la mesure où les femmes et les hommes sont tous deux équipés pour prendre des décisions sur des changements qu'ils sont disposés à voir (Leocadia Muzah, Anja Rabezanahary). Toutefois, il est parfois nécessaire de cibler certaines interventions sur les femmes afin de refermer l'écart existant entre les sexes, afin que celles-ci puissent profiter de façon adéquate des opportunités créées par un projet en particulier (Atika Marouf). Ainsi, pour trouver le point d'entrée le plus approprié pour des interventions visant à transformer les relations entre les sexes, les structures sociales traditionnelles peuvent parfois représenter un avantage plutôt qu'un obstacle (John Weatherhogg). Par exemple, dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale, des groupes de femmes du Punjab/Haryana/Himachal Pradesh ont été créés au départ pour collecter des fonds destinés à l'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau potable, puis ont évolué en sociétés informelles d'épargne et de crédit.

Élaborer des politiques sans s'attaquer auparavant aux racines sociales des inégalités entre les sexes risque d'aggraver le ressentiment entre hommes et femmes (Muthoni Nguthi). En Zambie, par exemple les notes de passage à l'école pour les filles sont inférieures à celles des garçons. Ceci peut être considéré comme une intervention affirmative, mais elle perpétue en fait l'hypothèse selon laquelle les filles seraient moins intelligentes que les garçons. Ces gestes insidieux risquent de renforcer l'idée que les femmes et les filles ont des capacités limitées (Kennedy Phiri).

Approches transversales

Le débat politique sur les questions de l'égalité des sexes reste souvent dans les limites des politiques sociales et est relégué au second plan dans les politiques sectorielles. Ceci est notamment le cas des politiques macro-économiques qui ont des incidences importantes sur l'égalité des sexes, mais que les décideurs politiques considèrent souvent comme neutres. La prise en compte de la question de l'égalité des sexes dans les débats macro-économiques, y compris les politiques budgétaires, les priorités des dépenses publiques et les politiques monétaires et commerciales est indispensable pour parvenir à un changement durable (Jipara Turmamatova). En effet, l'intégration systématique de la question de l'égalité des sexes améliore l'efficacité des politiques pour l'ensemble de la société (Anke Stock).

La symbolique contre la substance

Nombreux sont les exemples de programmes de développement agricole où les principaux investissements, par exemple, les grands projets d'irrigation, sont dirigés vers les hommes ou vers les organisations d'agriculteurs essentiellement masculins, reléguant les femmes ou les groupes de femmes à la culture des potagers à petite échelle (Juliane Friedrich). Ceci revient à manquer une occasion importante de faire participer les femmes comme acteurs du développement, au lieu de renforcer les stéréotypes du rôle de pourvoyeurs de la maison pour les femmes et de participation aux « vraies » affaires pour les hommes. Dans certains contextes, il a toutefois été observé que les connaissances plus poussées des femmes pour ce qui est des potagers contribuaient à améliorer leur statut au sein de la communauté (Kuruppacharil V. Peter).

Mesurer l'autonomisation

L'un des défis de l'égalité entre les sexes consiste à trouver un moyen robuste de mesurer les résultats des projets, des approches et des politiques pour mieux comprendre ce qui fonctionne et comment améliorer la conception et la mise en œuvre (Maria Lee). Il faut donc utiliser un cadre de responsabilisation détaillé sur la transformation des relations hommes-femmes à l'aide des indicateurs SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes, opportuns) (Juliane Friedrich). Cependant, les changements qualitatifs dans les relations entre les sexes, les rôles et les positions au sein du ménage et des sociétés se produisent sur une période de plusieurs années qui va bien au-delà du cadre temporel normal d'un projet. Il est donc difficile d'évaluer le succès et de mesurer l'incidence générale de toute intervention tenant compte des facteurs sexospécifiques (Khadidja Nene Doucoure). L'Indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (WEAI), élaboré par l'IFPRI, USAID et l'OPHI (Yanfang Huang) et le SIGI (Annelise Thim) de l'OCDE ont tous deux fourni des informations utiles sur les niveaux

d'inégalité et les possibilités d'autonomisation. Le SIGI a révélé que des niveaux moins élevés de discrimination à l'égard des femmes sont liés à de meilleurs résultats dans plusieurs domaines, y compris le niveau d'instruction, la santé des enfants et la sécurité alimentaire (Muthoni Nguthi). L'Indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture en Mongolie intérieure a démontré que le principal facteur contribuant à la perte d'autonomisation des femmes était le manque de contrôle sur les décisions de production agricole, les ressources productives et le crédit (Yanfang Huang). En outre, l'organisation Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN) a élaboré la norme W+ Standard, système de certification visant à encourager les développeurs de projets et les investisseurs à investir dans les femmes et à contribuer à l'ODD 5 et à d'autres ODD dans lesquels les femmes jouent un rôle essentiel (Maria Lee).

Norme W+ de WOCAN

WOCAN a élaboré la norme W+ qui mesure les progrès de l'autonomisation des femmes dans six domaines: Le temps, le revenu et les biens, la santé, le leadership, l'éducation et le savoir, et la sécurité alimentaire. Les mesures de progrès, vérifiées par un auditeur indépendant, identifient les valeurs sociales et économiques – appelées «W+ women-benefit units» – qui existent pour les femmes. Ces unités peuvent être achetées par des particuliers, des entreprises et des investisseurs afin de créer un impact positif significatif et mesurable. Une partie de la vente des unités est destinée aux femmes et aux groupes de femmes. Il s'est avéré que le fait de remettre l'argent directement aux mains des femmes a eu un effet transformateur sur leur vie, car elles sont plus susceptibles que les hommes de le réinvestir pour répondre aux besoins de leur famille et de leur communauté (Maria Lee).

Question 3: Quelle est la meilleure manière de générer des changements significatifs en matière d'égalité des sexes?

Agir dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030

S'agissant de changements transformateurs, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 peut avoir un impact énorme sur l'autonomisation des femmes rurales et sur la réalisation de l'égalité des sexes. Par exemple, le programme Women 2030 lancé par Women Engage for a Common Future (WECF), en coopération avec des partenaires

du monde entier, propose des stratégies tenant compte de l'égalité des sexes pour atteindre les ODD, promouvoir l'intégration de la dimension sexospécifique à tous les niveaux et mettre l'accent sur les ODD 5 (égalité des sexes) et 13 (atténuer le changement climatique). Les progrès en matière d'égalité des sexes sont en effet l'une des conditions préalables à la réalisation de tous les ODD (Anke Stock, Muthoni Nguthi).

Concevoir des politiques agricoles axées sur l'égalité entre les sexes

Les politiques agricoles peuvent jouer un rôle déterminant pour refermer l'écart entre les sexes dans les sociétés rurales, renforçant ainsi l'accès des femmes aux ressources productives, aux services ruraux, à l'infrastructure, aux services consultatifs, aux possibilités économiques et à la protection sociale. D'autres mesures de discrimination positive peuvent inclure l'octroi de terres subventionnées, de semences et d'une formation aux femmes rurales vulnérables (Libor Stloukal, Kanchan Lama).

Pour garantir que l'aspect lié à l'égalité des sexes soit plus explicitement pris en compte dans les politiques agricoles, les actions suivantes sont nécessaires:

- ▶ Sensibiliser les responsables des politiques agricoles aux besoins et aux capacités des femmes rurales en tant qu'agents économiques.
- ▶ Analyser des politiques agricoles existantes d'une perspective sexospécifique.
- ▶ Recueillir des données actualisées sur les réalités des femmes et des hommes des zones rurales afin d'éclairer l'élaboration de politiques.
- ▶ Recueillir des données ventilées par sexe sur la main-d'œuvre et à l'emploi du temps afin de visibiliser les contributions des femmes et promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes (Sidra Mazhar, Margot Tapia, Flavia Grassi, Johanna Schmidt, Jipara Turmamatova).
- ▶ Renforcer la participation des femmes rurales au processus de planification des politiques liées à l'agriculture.
- ▶ Encourager le dialogue politique entre les différentes parties prenantes et assurer une participation adéquate des femmes.
- ▶ Recueillir et diffuser les bonnes pratiques dans l'élaboration de politiques soucieuses de l'égalité des sexes.
- ▶ Veiller à ce que les cadres juridiques garantissent et protègent les droits des femmes (par exemple, en ce qui a trait à la propriété foncière et à l'héritage), et à ce que les femmes connaissent leurs droits et leurs prérogatives.
- ▶ Mettre en place des mécanismes de bonne gouvernance afin de garantir une mise en œuvre adéquate des politiques.
- ▶ Valoriser les soins non rémunérés et le travail domestique, et veiller à ce qu'ils soient pris en compte dans les statistiques nationales.

Outil sur la parité hommes-femmes dans les politiques agricoles (GAPo)

CARE Ethiopia, and the GRAD project (funded through L'Outil sur la parité hommes-femmes dans les politiques agricoles (GAPo) de la FAO vise à fournir aux décideurs des orientations pratiques et factuelles pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans les politiques agricoles, en vue de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il permet aux parties prenantes impliquées dans les processus de formulation des politiques d'analyser et d'évaluer les écarts entre les sexes dans les politiques agricoles nationales et d'identifier des solutions concrètes pour combler ces écarts (Libor Stloukal).

- ▶ Introduire une budgétisation soucieuse de l'égalité des sexes.

Engagement politique

Des plates-formes officielles de dialogue réunissant des représentants d'organisations de femmes et des gouvernements locaux et régionaux/nationaux contribuent non seulement à accroître la participation des femmes dans la sphère politique, mais aussi à garantir que les stratégies soucieuses de l'égalité des sexes soient prises en compte dans l'élaboration des nouvelles mesures législatives (Anke Stock). Un exemple de ces plates-formes est le Forum pour les droits des agricultrices (MAKAAM) en Inde, une alliance de plaidoyer qui lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité persistante des agricultrices et des femmes rurales (Subhalakshmi Nandi). Au Chili, une Table du dialogue des femmes rurales a été créée pour plaider en faveur de l'intégration des femmes à l'activité économique et à l'emploi décent (Marcela Ballara). Dans le cadre du Programme commun des Nations Unies pour l'autonomisation économique des femmes rurales au Kirghizistan, les femmes ont réussi, grâce à une participation accrue à la vie communautaire, à faire approuver des plans de développement local tenant compte de l'égalité des sexes dans 15 districts ruraux pour la période 2017-2030. Ces succès sur le terrain ont ensuite servi à étayer la conception de politiques nationales soucieuses de l'égalité des sexes, dans le cadre du développement durable du pays (Jipara Turmamatova).

Créer un système juridique soucieux de l'égalité des sexes

La reconnaissance juridique explicite des agricultrices sur un pied d'égalité avec les hommes est une condition préalable à l'élimination de toutes les inégalités dans l'accès

aux ressources et aux services (Nitya Rao, Tania Sharmin, Taibat Moji Yusuf, Siyanbola Omitoyin, Morgane Danielou). Par exemple, la propriété foncière est un élément crucial pour assurer la sécurité des moyens d'existence des femmes, d'où la nécessité de mettre en place des cadres juridiques qui garantissent et qui protègent leurs droits fonciers. La sécurité de la propriété foncière représente pour les femmes un encouragement, une sécurité et une opportunité d'investir dans les terres qu'elles cultivent et les produits qu'elles récoltent (Mahesh Chander, Szilvia Lehel). Afin d'assurer l'efficacité de ces mesures, celles-ci doivent être abordées conjointement avec d'autres lois qui concernent les femmes, notamment celles relatives au mariage et à l'héritage, aux biens communs et aux ressources en eau (Subhalakshmi Nandi). En outre, les femmes doivent également recevoir une formation et des conseils sur leurs droits fonciers (Cathy Holt, Sidra Mazhar). À titre d'action positive, les autorités locales pourraient également soutenir les femmes rurales sans terre en distribuant des terres parmi celles qui sont déjà organisées en coopératives (Taibat Moji Yusuf).

Aborder la dimension sociale

Une des caractéristiques de l'autonomisation économique des femmes est leur présence accrue dans les organes de prise de décision, aussi bien en termes numériques que de la qualité de leurs contributions. Cela implique un investissement dans le renforcement des capacités de façon à ce que les femmes renforcent leur confiance en soi et leurs compétences de négociation afin de pouvoir et vouloir participer et contribuer aux discussions au sein d'instances dominées par les hommes (Anne Chele, Santosh Kumar Mishra).

Il est possible de remettre en question les normes sexospécifiques, ainsi que la répartition des tâches domestiques, en encourageant un dialogue communautaire inclusif (Flavia Grassi, Johanna Schmidt). Les clubs Dimitra

de la FAO sont un exemple d'initiatives qui contribuent à favoriser ce type de dialogue. Ces clubs sont des groupes informels composés de femmes, d'hommes et de jeunes, mixtes ou non, qui se réunissent régulièrement pour discuter, entre eux et avec d'autres clubs, des problèmes rencontrés dans la vie quotidienne. Ces discussions leur permettent de faire des choix éclairés et de mener des actions collectives pour résoudre ces problèmes avec leurs propres ressources, et aussi d'améliorer les relations entre les femmes et les hommes (Andrea Sánchez Enciso, Yannick de Mol, Halimatou Moussa). Le caractère inclusif de ce processus contribue à renforcer la cohésion sociale, plutôt que d'aggraver les tensions au sein des communautés (Sofie Isenberg). Il permet aussi aux femmes (et aux hommes) d'améliorer leur estime de soi, de se forger un leadership et de participer à la vie communautaire (Mauro Bottaro).

Le renforcement des capacités d'organisations communautaires dirigées par des jeunes permet d'élaborer des approches durables pour comprendre et aborder les principaux problèmes qui se posent au sein de la communauté, y compris les inégalités entre les sexes (Abdul-Aziz Seidu Jawula, Taibat Moji Yusuf). Au Népal, les jeux de rôle se sont avérés efficaces pour sensibiliser les hommes quant à la charge de travail des femmes, ainsi que sur les soins et les besoins nutritionnels des membres de la famille, ce qui les a poussés à participer davantage aux responsabilités familiales (Alok Shrestha). Au Bangladesh, la participation des époux et des épouses à des séances de dialogue sur l'égalité des sexes et l'utilisation d'outils permettant d'évaluer l'emploi du temps quotidien ont permis aux femmes de disposer d'une à deux heures supplémentaires de temps libre par jour; de plus, la reconnaissance de leur rôle en tant qu'agricultrices leur a permis de renforcer leur confiance en elles pour contacter des agents de vulgarisation (Tania Sharmin). En Éthiopie, le dialogue communautaire a facilité la discussion entre les groupes de femmes sur les questions qui touchent leur vie quotidienne. Au Soudan, la communication sur le changement de comportement social se fait grâce à l'intermédiaire de bénévoles communautaires travaillant dans des centres de nutrition et dans les visites à domicile, ainsi que par la sensibilisation des dirigeants communautaires et des autorités locales (Huda Abouh). La Commission Huairou encourage les groupes de femmes de base à partager leurs solutions créatives à travers des échanges entre pairs (Cathy Holt). Pour la fête de la récolte en Arménie, tous les membres de la famille sont invités à aider les femmes dans les préparatifs, en encourageant les garçons et les filles à aider leur mère, surmontant ainsi la division traditionnelle du travail (Astghik Sahakyan). Les gouvernements peuvent encore renforcer ces changements en reconnaissant le statut des femmes comme agricultrices informées de leur plein droit (Takele Teshome, Kanchan Lama).



© FAO/Asim Hafeez

Le leadership et l'expertise des femmes doivent également être reconnus dans les cadres juridiques nationaux ([Morgane Danielou](#)). Ainsi, au Libéria, la Fondation pour les initiatives communautaires ([FCI](#)) a constaté que les approches ascendantes et locales sont plus efficaces lorsque les femmes rurales participent au processus et collaborent avec les chefs traditionnels (généralement des hommes), les dirigeants et les chefs pour transformer les pratiques coutumières ([Taylor Tondelli](#)).

Il convient de mettre l'accent sur les femmes en leur qualité d'agricultrices, à titre individuel ou comme membres de collectifs tels que les coopératives, les sociétés de producteurs et les syndicats, plutôt que comme «exploitantes familiales» ([Subhalakshmi Nandi](#)). En Inde, le soutien de programmes de financements gouvernementaux et d'accès au crédit a permis aux microentreprises agricoles de mettre en valeur le rôle des femmes, de ménagères ou main-d'œuvre domestique, à celui de chef d'entreprise ([Dineshkumar Singh](#)). L'accès au financement a permis aux femmes de gagner le respect de leur famille, de renforcer leur confiance et de contribuer à la sécurité des moyens d'existence. Les petits prêts accordés par la Banque Grameen ont engendré de profonds changements. Les femmes pauvres ayant souscrit des emprunts assistent à des réunions hebdomadaires où elles peuvent effectuer des paiements, obtenir de l'aide pour leurs petites entreprises et apprendre à s'exprimer en leur nom propre. Elles acceptent de se conformer aux «16 décisions» de Grameen, qui consistent notamment à transformer radicalement leur mode de vie, par exemple en construisant des latrines, en cultivant davantage de légumes, en planifiant les naissances et en envoyant leurs enfants à l'école. Même si, pour de nombreuses femmes, ces objectifs sont difficiles à atteindre dans leur totalité, ils ouvrent la voie à une vie meilleure ([Mahesh Chander](#)).

Travailler avec les hommes et les femmes

Le terme «genre» est souvent perçu à tort comme s'appliquant uniquement aux femmes. Toutefois, pour parvenir à la transformation nécessaire des relations entre hommes et femmes, il faut travailler à la fois avec les hommes et les femmes. En effet, les hommes et les femmes doivent tous deux comprendre la valeur du changement de règles sociales profondément enracinées avant que toute transformation positive puisse avoir lieu ([Peter Mbuchu](#), [Kala Koyu](#), [Ekaterine Gurgenzidze](#), [Sidra Mazhar](#), [Yannick de Mol](#), [Tania Sharmin](#), [Amon Chinyophiro](#), [Judith D'Souza](#)). L'application d'approches permettant l'autonomisation de tous les membres d'un ménage peut faciliter une transformation des relations entre les sexes en s'appuyant sur les forces des individus (plutôt que de se dévaloriser mutuellement) pour le bien-être durable de tous ([Rwendeire Peniel](#), [Emile Hougbo](#)). Ainsi, une étude menée au Malawi a fait ressortir que l'autonomisation des

femmes peut se traduire par une augmentation du revenu par habitant du ménage, et qu'une action collective entraîne une hausse encore plus importante des revenus du ménage et de la consommation par habitant ([Nancy McCarthy](#)).

Système d'apprentissage interactif entre les sexes

Le Système d'apprentissage interactif entre les sexes (méthode GALS) est une méthodologie d'autonomisation appliquée par la communauté qui peut être adaptée à différents contextes culturels et organisationnels, y compris les communautés sans organisations formelles, les coopératives de tailles diverses, les entreprises commerciales privées, les ONG et les bailleurs de fonds. Ce système peut être adapté pour aborder divers types de questions, notamment: moyens d'existence, sécurité alimentaire, services financiers, développement de la chaîne de valeur, résolution des conflits, gouvernance, santé, droits reproductifs et changement climatique.

La méthode GALS permet le développement participatif de compétences de visualisation et de planification et renforce les réseaux sociaux pour les hommes et pour les femmes à tous les niveaux, sur la base de la méthodologie générique du Système d'apprentissage par l'action participative (PALS). GALS se centre de manière spécifique sur le développement de nouvelles perspectives des relations hommes-femmes en tant qu'êtres humains égaux, ainsi que sur la mise en œuvre de changements dans les inégalités entre les sexes en termes de ressources et de rapports de force. La méthodologie GALS est également prise en compte au sein des organisations et avec de multiples parties prenantes pour accroître l'efficacité des processus de développement.

Moyennant la création de structures d'automotivation pour le partage entre pairs et l'intégration aux activités existantes des organismes publics ou privés, la méthode GALS permet l'autonomisation de milliers de personnes qui peuvent ainsi améliorer leur vie et leur communauté à un coût relativement faible ([Anja Rabezanahary](#)). Les preuves résultant de l'application de la méthode GALS dans les ménages au Malawi révèlent un changement important vers le partage des tâches à la ferme et au sein du ménage associé à la réalisation conjointe de bénéfices des produits agricoles, ainsi qu'une plus grande transparence financière et une concertation au sein du ménage sur les dépenses, par rapport aux ménages non GALS ([Cathy Farnworth](#)).

De plus en plus d'approches s'avèrent efficaces, comme le montre l'encadré ci-dessous (Peter Mbuchi, Hazel Bedford, Jipara Turmamatova, Cathy Farnworth, Anja Rabezahary, Amon Chinyophiro).

Certains estiment qu'il pourrait être erroné de penser que favoriser l'autonomisation des femmes sur la base de leur autonomie dans la prise de décision implique automatiquement qu'elles vont pouvoir renforcer leur voix, et donc consolider leur pouvoir de négociation dans la prise de décision au sein du ménage. Des données recueillies au Népal par exemple indiquent que les femmes innovatrices les plus fortes sont celles qui ont obtenu le soutien de leur famille élargie et qui travaillent dans les limites, et pas nécessairement contre, les normes sociales établies (Cathy Farnworth, Sangeetha Rajeesh). De même, en République-Unie de Tanzanie, on constate que les femmes qui ont progressé et obtenu des résultats positifs l'ont fait avec le soutien de leurs maris, qui étaient déjà progressistes (Byansi Hamidu). En revanche, les femmes célibataires dépourvues de réseaux de soutien familial ne peuvent pas bénéficier des ressources matérielles qui sont associées et rencontrent donc plus de difficultés pour maintenir des pratiques novatrices (Cathy Farnworth).

Il est important de tirer des leçons des approches actuelles et de collecter davantage de données probantes des recherches effectuées pour aider à formuler des arguments plus solides en faveur d'une approche familiale intégrée, et pour modifier la façon dont les projets et les politiques s'adressent aux femmes, en tant qu'individus et en tant que membres de la famille (Nancy McCarthy).

Impliquer les hommes

Lorsque les hommes s'impliquent aux côtés des femmes pour lutter contre les inégalités entre les sexes, leur position plus influente peut contribuer à accélérer le processus de réduction de l'écart entre les sexes. Même si les femmes gagnent en autonomie, les hommes tenteront souvent de les retenir, à moins de comprendre parfaitement ce que signifie l'égalité des sexes et comment elle peut profiter à tout le monde (Leocadia Muzah). Le monde a besoin d'hommes qui puissent voir et comprendre les disparités existantes entre les sexes et qui puissent faire pression sur les autres hommes afin qu'ils changent leur façon de penser (Amon Chinyophiro). C'est dans le cœur des hommes que doit être ancrée la valeur de l'égalité des sexes (Muthoni Nguthi).

Investir dans l'éducation

Pour parvenir à la parité entre les sexes, il est indispensable de faire évoluer les mentalités. En ce sens, l'éducation des jeunes filles et garçons des zones rurales sera déterminante

Promouvoir la confiance entre les hommes et les femmes

CARE Éthiopie, et le projet GRAD (financé par Feed the Future de USAID), utilisent la technique de l'Analyse et l'Action sociales (SAA), pour impliquer les hommes et renforcer le bien-être des femmes au sein de la communauté. Cette technique encourage le dialogue communautaire sur les normes sociales, et offre des espaces sécuritaires pour que les femmes et les hommes puissent discuter des enjeux rencontrés et trouver des solutions.

Les signes subtils de relations plus équitables, par exemple le fait que les hommes et les femmes mangent ensemble ou s'appellent par leur nom, sont gratifiants et peuvent se renforcer mutuellement, ce qui favorise la communication, la compréhension et la confiance accrues dans la relation qui s'instaure. Dans le cas des programmes qui visent à modifier la dynamique la problématique homme-femme, le fait de mettre l'accent et de concentrer les efforts sur ce type de comportement relationnel (plutôt, par exemple, que d'insister sur le fait que les hommes assument des tâches qu'ils considéraient inacceptables) pourrait contribuer à renforcer le processus de renégociation de la dynamique des rapports de force au sein du ménage (Emily Janoch).

pour accélérer ce changement. Pour que ce changement soit organique, l'éducation doit aborder la question de l'égalité des sexes dès l'école primaire. Cependant, il ne suffit pas que les filles et les femmes aient simplement accès à l'éducation; l'éducation doit aussi être inclusive, équitable et de bonne qualité. Il faut surtout éviter, dans les programmes scolaires et les approches pédagogiques appliquées dans les établissements d'enseignement formel et non formel, de perpétuer les stéréotypes sexistes dans les rôles, les valeurs et les comportements. Le secteur de l'éducation doit, avec le concours d'autres secteurs, reconnaître, documenter, évaluer et valider tout apprentissage antérieur et continu des femmes, en fonction de sa pertinence pour leurs moyens d'existence (Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie). Il faut encourager les filles et les femmes à développer leur estime de soi, à se reconnaître comme membre précieux de leur famille de la société, à s'efforcer pour obtenir l'indépendance économique et acquérir des compétences génératrices de revenus, et ce dès leur plus jeune âge (Khadidja Nene Doucoure, Mahesh Chander, Mahtab S. Bamji, Salome Amao, Samuel Opoku Gyamfi, Judith D'Souza, Margot Tapia).

Parallèlement à l'éducation scolaire, les érudits religieux jouent un rôle très important pour catalyser des changements

dans les normes sociales qui régissent la problématique hommes-femmes, et permettre ainsi aux femmes d'accéder à l'éducation et à l'emploi. Pour ce faire, il est indispensable de mettre en place des programmes de communication sociale et comportementale ciblés sur ces influenceurs ([Dr Amanullah](#), [Sidra Mazhar](#)).

Dans le domaine de l'éducation et de la formation, il importe d'établir des filières flexibles pour favoriser les compétences des femmes rurales en affaires et les possibilités d'emploi. Savoir comment accéder à l'information sur les marchés, ainsi qu'aux connaissances financières de base, aux compétences en matière de négociation et à la prise de décision sont autant d'éléments nécessaires à une présence effective des femmes auprès des acteurs du secteur privé ([Morgane Danielou](#)). Le seul fait de se déplacer à l'extérieur de sa zone d'origine pour assister à un cours de formation ou à des réunions avec des fonctionnaires est en soi un pas en avant dans l'autonomisation. Ces déplacements libèrent les femmes de leurs tâches quotidiennes et les mettent en contact avec de nouvelles idées et méthodes de travail. Cela les place naturellement dans un rôle de leadership au sein de leur communauté d'origine et suscite des vagues de changement parmi les acteurs avec lesquels elles interagissent ([Joycia Thorat](#)). Au Togo, les membres des clubs de mères ayant reçu une formation en matière de santé communautaire, d'assainissement et d'hygiène se transforment en formateurs de deuxième ligne en partageant les connaissances acquises avec leur famille et d'autres membres de la communauté ([Joy Muller](#)). L'éducation doit s'inscrire dans un plus vaste programme incluant la sensibilisation au VIH/sida et la planification familiale. En Arménie, il était plus facile, pour les femmes, de suivre une formation lorsque celle-ci était dispensée par des formatrices et que leurs maris étaient autorisés à y participer; cette

modalité s'est avérée efficace pour surmonter la méfiance des hommes ([Astghik Sahakyan](#)). Durant la crise agricole des années 1980 aux États-Unis, les femmes ont assumé des rôles de premier plan dans l'activisme agricole, y compris au sein des organisations agricoles et en tant que membres de leur conseil d'administration ([Brad Wilson](#)).

Technologie de l'information et des communications

Les efforts d'échange de connaissances au niveau des organisations de base peuvent s'avérer extrêmement utiles pour permettre aux femmes d'accéder à l'information et au savoir, de les internaliser et de les développer; ceci leur permet de mieux affronter les conditions défavorables à l'autonomisation et, en fin de compte, de se développer et de prospérer ensemble ([Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie](#), [Margot Tapia](#) et [Joy Muller](#)). La radio est un outil technologique essentiel qui ne doit pas être sous-estimé: dans les zones rurales, les femmes tendent à échanger des informations par le bouche-à-oreille et souvent aussi, en écoutant la radio dans leur langue vernaculaire. L'accès à l'information s'améliore aussi, quoique plus lentement pour les femmes et les filles que pour les hommes et les garçons, grâce aux multiples types de technologies de l'information et des communications ([Sudharani N.](#), [Mahesh Chander](#), [Bertha Yiberla Yenwo](#), [UNESCO Institute for Lifelong Learning](#)). Les médias sociaux peuvent aussi avoir une très forte incidence en remettant en question les schémas établis et en encourageant les filles et les femmes à manifester plus d'assurance ([Mahesh Chander](#)).

Au Kenya, des groupes de femmes ont collaboré avec des groupes de jeunes pour produire des cartes de ressources basées sur l'utilisation de Systèmes d'information géographique; ces cartes servent à définir et à articuler leurs besoins de développement avec le comté ([Queen Katembu](#)).



© FAO/Sven Torfim

Grâce à l'application SheTrades (gérée par le Centre de commerce international, en collaboration avec Google et la société technologique brésilienne CI&T), les femmes chefs d'entreprise sont en mesure de partager des informations sur leurs entreprises, d'accroître leur visibilité, d'étendre leur réseau et de s'internationaliser. L'application SheTrades vise à connecter un million de femmes entrepreneures aux marchés à l'horizon 2020 et aide également les entreprises à inclure davantage de femmes entrepreneures dans leurs filières d'approvisionnement.

Soutenir les femmes dans leurs activités agricoles et non agricoles

Les femmes répartissent souvent leur temps entre les tâches agricoles et la prestation de soins. Afin de garantir l'égalité sur le plan des droits productifs, un soutien doit être accordé aux femmes dans leur travail de soins. En plus d'encourager les hommes à partager les responsabilités dans la prestation de soins, les gouvernements doivent également veiller à mettre en place des structures fiables et de bonne qualité, en particulier au plus fort de la campagne agricole (Nitya Rao). L'État pourrait jouer un rôle de soutien important en veillant à mettre en place des mécanismes permettant de fournir aux femmes des outils agricoles appropriés (de préférence fabriqués localement), ainsi que la formation nécessaire (Taibat Moji Yusuf, Aanand Kumar).

Promouvoir la participation du secteur privé

Le secteur privé est appelé à jouer un rôle important pour soutenir les agricultrices en incluant davantage de femmes entrepreneures dans leurs filières d'approvisionnement. Il y a eu toutefois une certaine réticence de la part de secteur privé à faire participer pleinement les femmes, en raison des normes sociales en vigueur et de l'hypothèse selon laquelle leur capacité d'achat est limitée, raison pour laquelle leur participation pourrait ne pas constituer une «bonne affaire» (Aanand Kumar, Muthoni Nguthi, Catherine van der Wees).

La participation du secteur privé peut s'avérer plus efficace si les bailleurs de fonds et les gouvernements nationaux veillent à la création d'environnements propices orientés vers l'établissement de partenariats public-privé (PPP) pour partager les risques (Santosh Kumar Mishra). L'octroi d'incitations et le renforcement des capacités sont indispensables pour convaincre les éventuels partenaires privés de changer leur point de vue.

Les coopératives et d'autres entreprises permettent aux petites agricultrices de consolider leurs récoltes, de négocier de meilleurs prix et d'introduire des processus de transformation à valeur ajoutée, ce qui se traduit par une meilleure position dans la chaîne de valeur et une réduction des risques potentiels (Morgane Danielou, Rieky Stuart). Les coopératives sont

également une instance dans laquelle les femmes peuvent renforcer leurs compétences de leadership (Mahesh Chander).

Les systèmes alimentaires et agricoles évoluent rapidement sur les marchés mondiaux, régionaux et nationaux; les femmes rurales rencontrent ainsi de nouvelles possibilités, mais aussi des défis importants. Une approche basée sur la chaîne de valeur permet de relever ces défis et donne aux femmes les moyens de renforcer leur participation sur le marché et d'occuper de nouvelles positions au sein de la chaîne de valeur. L'élaboration du cadre de Chaînes de valeur tenant compte des sexospécificités de la FAO permet d'analyser l'accès des femmes aux ressources et aux services, ainsi que leur pouvoir et leur capacité d'action. Ce concept inclut leurs capacités, leur confiance en soi et leur pouvoir de décision, y compris la dynamique au sein du ménage (Alejandra Safa, Valentina Franchi, Nozomi Ide). Une des manières d'atteindre les femmes les plus pauvres et les plus vulnérables dans le cadre de cette approche de la chaîne de valeur et de centrer d'abord les efforts sur les cultures/l'élevage où elles sont déjà présentes ou dans lequel elles pourraient facilement s'intégrer, et ensuite de repositionner les cultures vivrières/l'élevage en question comme cultures orientées vers le marché (Khadija Nene Doucoure).

Les femmes sont en mesure de créer leurs propres occasions de surmonter les défis auxquels elles sont confrontées. Un exemple est celui de la région nord de la Côte d'Ivoire où des femmes qui avaient été exclues de l'accès à la terre ont investi dans des secteurs potentiellement rémunérateurs, à savoir la production de beurre de karité et l'artisanat. En plus d'aider les femmes à s'autonomiser davantage et de leur fournir une source de revenus, ces activités permettent de créer un lien important dans les rapports existants entre les villages et les villes où ces produits sont écoulés (Kouakou Valentin Kra). Elle permet aussi aux femmes de se positionner comme acteurs principaux de l'économie rurale, créant un revenu stable qui n'est pas soumis aux aléas des productions agricoles saisonnières.

Observations finales

La diversité des contributions de la discussion en ligne a permis de brosser un tableau très riche de la vie des femmes et des filles rurales. Il existe en effet des «îlots de bonheur» où les femmes et les hommes profitent des avantages de la lutte contre des normes sociales néfastes et parviennent ainsi à une plus grande égalité entre les sexes (Juliane Friedrich). La réalisation du Programme 2030 présente trois types de défis: comment s'attaquer plus systématiquement aux normes sociales qui sous-tendent le maintien des inégalités entre les sexes; comment reproduire les expériences positives et les adapter aux contextes; et comment se montrer agiles et flexibles pour réagir dans le contexte en constante évolution où s'inscrit la vie des femmes et des filles des zones rurales.

RESSOURCES COMMUNIQUÉES PAR LES PARTICIPANTS

- Abbas, M.** 2016. Rural India posed for a mobile revolution as customers upgrade to smartphones. *The Economic Times*, 7 May 2016 (disponible à l'adresse <http://economictimes.indiatimes.com/tech/internet/rural-india-poised-for-a-mobile-revolution-as-customers-upgrade-to-smartphones/articleshow/52158748.cms>).
- ActionAid.** 2011. Making CAADP work for women farmers: A review of progress in six countries (disponible à l'adresse http://www.actionaid.org/sites/files/actionaid/making_caadp_work_for_women_farmers_april_2011_final.pdf).
- Anandi.** 2015. Project Completion Report. Engendering rural livelihoods: supporting gender responsive implementation and monitoring of the Mahila Kisan Pariyojana (disponible à l'adresse http://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20eseasia/docs/publications/2016/10/project-completion-report_anandi_2015_sep29s.pdf?la=en&vs=545).
- Anderson, R.** 2012. Empowering rural women and improving livelihoods. World Farmers' Organisation, 23 April 2012 (disponible à l'adresse <http://www.wfo-oma.org/documents/empowering-rural-women-and-improving-livelihoods.html>).
- Bergström, U.** 2013. A smartphone is a girl's best friend. The Networked Society Blog, 8 March 2013 (disponible à l'adresse <https://www.ericsson.com/thinkingahead/the-networked-society-blog/2013/03/08/a-smartphone-is-a-girls-best-friend>).
- Bhavprita.** 2017. Women empowerment lessons from movie Dangal. My Morning Diaries, 7 January 2017 (disponible à l'adresse <https://bhavpritah.wordpress.com/2017/01/07/women-empowerment-lessons-from-movie-dangal/>).
- Bishop-Sambrook, C.** 2013. Can household methodologies contribute to changing lives of rural poor people? IFAD Social reporting blog, 8 October 2013 (disponible à l'adresse <http://ifad-un.blogspot.it/2013/10/can-household-methodologies-contribute.html>).
- CARE.** (no date). FFBS Toolkit. 4.1 Introducing your partner to the program (disponible à l'adresse http://www.care.org/sites/default/files/documents/FFBS_4_Gender_Tools.pdf).
- CARE.** 2015. GRADuating families out of poverty. CARE, 7 July 2015 (disponible à l'adresse <http://www.care.org/work/world-hunger/graduating-families-out-poverty>).
- CARE.** 2016. USAID Agricultural Extension Support Activity. Study on gender impact (disponible à l'adresse <http://www.aesabd.org/download/AESA-Gender-Impact-Report-FINAL.pdf>).
- Cargill.** 2014. Empowering women cocoa farmers in Côte d'Ivoire. Cargill, 15 April 2014 (disponible à l'adresse <https://www.cargill.com/story/empowering-women-cocoa-farmers>).
- Cargill.** 2016. Village savings and loan associations. Empowering women in cocoa-growing communities by providing access to finance. Cargill, 1 January 2016 (disponible à l'adresse <https://www.cargill.com/story/village-savings-and-loan-associations>).
- Chakrabarti, S.** 2014. Households at the heart of change. IFAD Social reporting blog, 31 July 2014 (disponible à l'adresse <http://ifad-un.blogspot.it/2014/07/households-at-heart-of-change.html>).
- Chander, M. et Bardhan, D.** (no date). Women dairy cooperatives: empowering women for nutrition security (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/discussions/contributions/Women%20Cooperatives-Indian%20Farming-Mchander.docx>).
- Chemonics.** (no date). From policy to practice: exercising gender-equal land rights in Rwanda (disponible à l'adresse <https://chemonics.com/impact-story/policy-practice-exercising-gender-equal-land-rights-rwanda>).
- Chitra, R. et Ayyar, R.** 2016. In rural India, women now call Dr Smartphone. *The Economic Times*, online edition, 5 December 2016 (disponible à l'adresse <http://economictimes.indiatimes.com/small-biz/in-rural-india-women-now-call-dr-smartphone/articleshow/55805559.cms>).
- Chitra, R., Ayyar, R. et Rami, S.G.** 2016. Smartphones are helping rural women get better at business. *The Times of India*, online edition, 4 December 2016 (disponible à l'adresse <http://timesofindia.indiatimes.com/india/Smartphones-are-helping-rural-women-get-better-at-business/articleshow/55778613.cms>).
- Chopra, A.** 2017. Number of internet users in India could cross 450 million by June: report. *LiveMint*, 2 March 2017 (disponible à l'adresse <http://www.livemint.com/Industry/QWzIOYEsFQJknXhC3HiuVI/Number-of-Internet-users-in-India-could-cross-450-million-by.html>).
- Coudhary, V., Mitra, S. et Ahluwalia, H.** 2016. Internet usages picks up in rural India. *LiveMint*, 12 August 2016 (disponible à l'adresse <http://www.livemint.com/Consumer/QgM23BLpCo4ovHxA0jpOGM/Rural-India-getting-online-faster-BCG-report.html>).
- Daily News and Analysis.** 2016. Empowering women through films. *DNA*, 17 February 2016 (disponible à l'adresse <http://www.dnaindia.com/mumbai/interview-empowering-women-through-films-2178506>).
- Das, S.S. et Galada, Y.** 2017. Stitching dreams: in Tamil Nadu, rural women show the way to start up India. *The World Bank*, 26 June 2017 (disponible à l'adresse <http://blogs.worldbank.org/endpovertyinsouthasia/stitching-dreams-tamil-nadu-rural-women-show-way-start-india>).
- Davies, P.** 2011. The role of the private sector in the context of aid effectiveness (disponible à l'adresse <http://www.oecd.org/dac/effectiveness/47088121.pdf>).
- Esty, K.** 2014. The impact of microcredit on women's lives in Bangladesh. *Global Citizen*, 6 January 2014 (disponible à l'adresse <https://www.globalcitizen.org/en/content/the-impact-of-microcredit-on-womens-lives-in-bangl/>).

- FAO.** 2015. Dimitra Clubs: a unique approach (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i4706e.pdf>).
- FAO.** 2016. Developing gender-sensitive value chains – a guiding framework. Rome (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i6462e.pdf>).
- FAO/IFAD/UNIDO.** 2016. Addressing women's work burden. Key issues, promising solutions and way forward (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/3/a-i5586e.pdf>).
- Farming First.** (no date). The female face of farming. Infographic (disponible à l'adresse https://farmingfirst.org/women_infographic/).
- Government of India.** (no date). Support to Training and Employment Programme for Women (disponible à l'adresse <http://wcd.nic.in/schemes/support-training-and-employment-programme-women-step>).
- Heslop, J.** 2016. Technical Brief: Engaging communities in dialogue on gender norms to tackle sexual violence in and around schools. Global Working Group to end school-related gender-based violence (disponible à l'adresse http://www.ungei.org/Technical_Brief_Final.pdf).
- Houngbo, E. et al.** 2012. Genre et pauvreté chronique en milieu rural au Bénin. ResearchGate, January 2012 (disponible à l'adresse https://www.researchgate.net/publication/259527591_Genre_et_pauvrete_chronique_en_milieu_rural_au_Benin).
- IFAD.** 2011. Trail blazers: lighting the way ahead. Stories of women champions in IFAD projects. Rome (disponible à l'adresse <https://www.ifad.org/documents/10180/6566a2a2-0b9f-41cd-9fe4-6f43c22ffde9>).
- International Bank for Reconstruction and Development / World Bank.** 2016. Feminization of agriculture in the context of rural transformations. What is the evidence? (disponible à l'adresse <http://documents.worldbank.org/curated/en/790991487093210959/pdf/ACS20815-WP-PUBLIC-Feminization-of-AgricultureWorld-BankFAO-FINAL.pdf>).
- McCarthy, N. et Talip, K.** 2017. Stronger Together. Intra-Household Cooperation and Household Welfare in Malawi. Policy Research Working Paper 8043. Washington, DC, World Bank (disponible à l'adresse <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/26482/WPS8043.pdf?sequence=1&isAllowed=y>).
- Mohan, T.** 2017. Advancing rights of women farmers can revolutionise the rural ecosystem. The Indian Express, 4 August 2017 (disponible à l'adresse http://googleweblight.com/?u=http%3A%2F%2Fwww.indianexpress.com%2Farticle%2Fopinion%2Fcolumns%2Findian-women-farmers-agriculture-sector-patriarchy-land-ownership-4781311%2F&grqid=yz3aV_-Z&hl=en-IN).
- Nandi, S.** 2017. Expert's take: making unpaid work visible creates livelihoods for rural women. UN Women, 8 March 2017 (disponible à l'adresse <http://www.unwomen.org/en/news/stories/2017/3/experts-take-subhalakshmi-nandi-unpaid-work>).
- National Dairy Development Board.** (no date). Enhancing women's involvement in cooperatives (disponible à l'adresse <http://nddb.coop/services/cooperative/enhancewomen>).
- Nestlé.** 2015. Nestlé makes progress on empowering women in cocoa supply chain. Nestlé, 21 January 2015 (disponible à l'adresse <http://www.nestle.com/media/news/nestle-empowers-women-in-cocoa-supply-chain-update>).
- Njuki, J., Kruger, E. et Starr, L.** 2013. Increasing the productivity and empowerment of women smallholder farms. Results of a baseline assessment from six countries in Africa and Asia. CARE (disponible à l'adresse <http://www.care.org/sites/default/files/documents/pathways-global-baseline-report-2013.pdf>).
- OECD.** (no date). Uganda Social Institutions and Gender Index (UGANDA-SIGI) (dataset). URL: <https://www.oecd.org/dev/development-gender/Uganda%20SocInstitut%20SIGI%2020x20-web-2.pdf>.
- OECD.** 2012. Closing the gender gap: act now. Executive summary (disponible à l'adresse <https://www.oecd.org/gender/Executive%20Summary.pdf>).
- Pai, S.V.** (no date). Multi-level approach to bring gender equality in rural India. A mKRISHI story (disponible à l'adresse http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/discussions/contributions/Gender%20Equality%20-%20mKRISHI_v02.pdf).
- Raj, R. et al.** (no date). India: the role of home gardens (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/discussions/contributions/Reviving%20and%20strengthening%20women-s%20position1.pdf>).
- Rani, S.** (no date). Gender inequality in India (disponible à l'adresse <http://www.fao.org/fsnforum/sites/default/files/discussions/contributions/FN%20FAO%20forum%20gender.docx>).
- Shrivastava, V.** 2015. 5 Bollywood films that teach us few things about women empowerment. India Today, 8 April 2015 (disponible à l'adresse <http://indiatoday.intoday.in/story/5-bollywood-films-women-empowerment-feminism-queen-astitva-phir-milenge-dor-english-vinglish/1/429115.html>).
- The National Commission for Women / Mahila Kisan Adhikaar Manch / UN Women.** (no date). Securing rights of women farmers: developing a roadmap for action (disponible à l'adresse http://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20eseasia/docs/publications/2017/01/or-rwf_brochure%20option-2.pdf?la=en&vs=3409).
- The TOPS Program and CARE International.** 2017. REALIZE: Social and Behavioral Change for Gender Equity and Diversity. Washington, DC (disponible à l'adresse http://www.fsnnetwork.org/sites/default/files/realize_0.pdf).
- UN/DESA.** 2008. Rural women in a changing world: opportunities and challenges. New York, USA, DESA (disponible à l'adresse <http://www.un.org/womenwatch/daw/public/Women%202000%20-%20Rural%20Women%20web%20English.pdf>).

UN Women Watch. (no date). UN Women: Good Practice Example. Dalit Women's Livelihoods Accountability Initiative, India. UN WomenWatch (disponible à l'adresse <http://www.un.org/womenwatch/feature/ruralwomen/unwomen-good-practice.html>).

UNICEF. 2011. Gender influences on child survival, health and nutrition. A narrative review (disponible à l'adresse https://www.unicef.org/Gender_Influences_on_Child_Survival_a_Narrative_review.pdf).

UNIDO. 2003. A path out of poverty. Developing rural and women entrepreneurship. Vienna (disponible à l'adresse https://www.unido.org/uploads/tx_templavoila/A_path_out_of_poverty.pdf).

USAID/CARE. (no date). GRAD Learning Brief # 6. Gender Outcome Mapping (disponible à l'adresse http://www.care.org/sites/default/files/documents/grad_learning_brief_6_gender_outcome_mapping.pdf).

Vikram, K. 2016. Mobiles and mobility the key for rural India as villagers spend more on smartphones and cars than ever. Daily Mail, online edition, 8 July 2016 (disponible à l'adresse <http://www.dailymail.co.uk/indiahome/indianews/article-3681418/Mobiles-mobility-key-rural-India-villagers-spend-smartphones-cars-ever.html>).

WHO. July 2010. Policy approaches to engaging men and boys in achieving gender equality and health equity. Geneva, Switzerland (disponible à l'adresse http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/44402/1/9789241500128_eng.pdf).

Wilson, B. 2017. Farmer Vs Farm Wife: Which Is Most Highly Valued, 3 August 2017 (disponible à l'adresse <https://www.facebook.com/notes/brad-wilson/farmer-vs-farm-wife-which-is-most-highly-valued/1388893231148421/>).

WOCAN. 2017. Final sharing workshop for the assessment of the gender integration in REDD+ and ERPD in Nepal. WOCAN, 30 May 2017 (disponible à l'adresse <http://www.wocan.org/news/final-sharing-workshop-assessment-gender-integration-redd-and-erpd-nepal>).

Yumnam, J. (no date). Private sector and development: A CSO perspective [PowerPoint] (disponible à l'adresse https://www.google.co.in/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=4&ved=0ahUKewjy16yZyc7VAhUHYo8KHdJFCBQQFgg4MAM&url=http%3A%2F%2Fwww.undp.org%2Fcontent%2Fdam%2Fuspc%2Fdocs%2FPPT_Challenges_%2520Private%2520sector%2520in%2520Development.pptx&usg=AFQjCNHRBzvjhas2EPKQGnTSvFlgJZi5ww).

VIDÉOS

FAO Dimitra Clubs: Women leaders
<https://www.youtube.com/watch?v=F6cPjEYzC8I&feature=youtu.be>

IFADTV – Rwanda: fighting poverty with equality
<https://youtu.be/UR59c3-OPQQ>

UN Women – Claiming their space
<https://www.youtube.com/watch?v=0pC-YVHSWpk>

UN Women Asia and the Pacific – My rights, my identity
<https://www.youtube.com/watch?v=TJwaOXTmkHQ>

UNDESA DSPD – Uganda Imagine your life differently
<https://youtu.be/8EJhyerEeQE>

WOCAN Info – The W+ Standard
<https://youtu.be/bm-hyVY7680>

WOCAN Info – The W+ Standard: Accelerating Investment in Women
<https://youtu.be/LGQ5KupYaKs>

SITES WEB

FAO – Dimitra Clubs
<http://www.fao.org/dimitra/dimitra-clubs/en/>

FAO – Dimitra Project
<http://www.fao.org/dimitra/home/en/>

Gender Action Learning for Sustainability at Scale
<http://www.galsatscale.net/>

IFAD – Household methodologies toolkit
https://www.ifad.org/topic/household_methodologies/overview

International Trade Centre – SheTrades
<http://www.intracen.org/itc/women-and-trade/SheTrades/>

Mountain Agro-ecosystem Action Network
<https://maan.ifoam.bio/>

PurProject – Femmes du rif
<http://www.purprojet.com/project/femmes-du-rif/>

Social Institutions and Gender Index
<http://www.genderindex.org/>

USAID – USAID Agricultural Extension Support Activity
<http://www.aesabd.org/>

Who makes the news? – Global Media Monitoring Project reports 2015
<http://whomakesthenews.org/gmmp/gmmp-reports/gmmp-2015-reports>

Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management
www.wocan.org

To join the FSN Forum visit www.fao.org/fsnforum/fr or contact fsn-moderator@fao.org

The designations employed and the presentation of material in this information product do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) concerning the legal or development status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. The mention of specific companies or products of manufacturers, whether or not these have been patented, does not imply that these have been endorsed or recommended by FAO in preference to others of a similar nature that are not mentioned. The views expressed in this information product are those of the author(s) and do not necessarily reflect the views of FAO. The word "countries" appearing in the text refers to countries, territories and areas without distinction.